

SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON **Conseil Syndical du 17 décembre 2020**

Délibération n° : 38-2020

Objet : Mise en place du télétravail

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code du travail et notamment les articles L.1222-9 et s. et R.4121-1 ;
Vu la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
Vu la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique, notamment l'article 133;
Vu la loi l'article 49 la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;
Vu le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature ;
Vu le décret n° 2020-524 du 05 mai 2020 modifiant le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature ;
Vu le projet de charte de télétravail ;
Vu le questionnaire préparatoire au télétravail ;
Vu le projet de contrat individuel de télétravail ;
Vu l'avis du Comité Technique du 1^{er} décembre 2020.

La loi d'état d'urgence sanitaire du 24 mars 2020 a été un accélérateur de transformation des pratiques de travail mettant de fait le télétravail en exergue. L'expérimentation menée en 2020 a fait prendre conscience que de nombreux projets et travaux pouvaient être menés à distance, avec une productivité tout aussi grande. La présence sur site est cependant toujours nécessaire à la socialisation, aux relations humaines, au suivi des dossiers (recalage).

Aussi, dans ce cadre, le projet de charte de télétravail, ci-annexé, précise et définit les principes généraux (recours ponctuel ou régulier, horaires, suivis et contrôles des activités télétravaillées), les modalités, les activités éligibles ainsi que les règles diverses notamment en matière de sécurité des systèmes d'information et de protection des données tout en respectant la sécurité et la protection de la santé des agents.

Au même titre que pour de nombreuses autres collectivités, il est proposé au Conseil Syndical de mettre en place une nouvelle organisation officialisant, pour les postes où cela est possible (donc à l'exclusion des fonctions nécessitant implicitement une présence sur le terrain) le télétravail. Compte tenu du périmètre du SMPBA et de ses sites déportés le nombre de jours télétravaillés ne pourra être supérieur à 2 jours maximum.

Décision :

Envoyé en préfecture le 21/12/2020

Reçu en préfecture le 21/12/2020

Affiché le



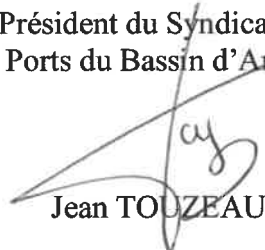
ID : 033-200075992-20201221-38_2020_TELETRA-DE

Le conseil syndical du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon réuni le 17 décembre 2020 décide :

- De valider la charte cadrant la mise en place du télétravail au sein du SMPBA, le questionnaire préparatoire et le contrat individuel y afférent ;
- De mettre en place le télétravail à compter du mois de janvier 2021 ;
- De donner mandat au Président pour signer tous documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente décision.

Fait et délibéré à Audenge, le 17 décembre 2020

Le Président du Syndicat Mixte
des Ports du Bassin d'Arcachon



Jean TOUZEAU

Le Président,

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa réception par le représentant de l'État et sa publication.*